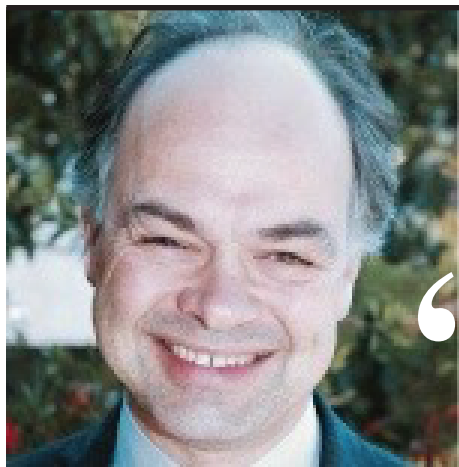


L'Hebdo des AG

N°123 / 4 Juillet 2016



Aldo Sicurani

Président de la F2iC



Il faut impliquer beaucoup plus activement les Français dans le financement de notre économie "

À LIRE: Les propositions concrètes d'Aldo Sicurani, Président de F2iC, pour relancer l'actionnariat individuel en France, et les compte-rendus des 6 AG de la quinzaine : DBV Technologies, SFR Group, Sopra Steria, Korian, Orpea, et Neopost.

Au sommaire cette semaine:

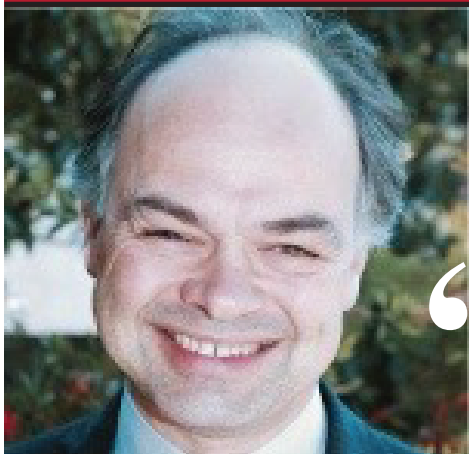
1 **L'invité de la semaine**
Aldo Sicurani, Président de la F2iC
« Il faut impliquer beaucoup plus activement les Français pour le financement de notre économie »
.....pages 2 & 3

2 **Tableau de bord**
5 autorisations financières rejetées cette semaine, des mesures anti-OPA votées
..... pages 4 & 5

3 **Les AG de la semaine**
SFR GROUP, SOPRA STERIA, KORIAN, ORPEA, NEOPOST, DBV TECHNOLOGIE
..... pages 6 à 8

4 **L'AG à suivre :**
Alstom
..... page 9

L'invité de la semaine



Aldo Sicurani

Président de la F2iC

“

Il faut impliquer beaucoup plus activement les Français dans le financement de notre économie ”

Délégué général de la F2iC – Fédération des investisseurs individuels et des clubs d'investissement

Quelle est la situation de l'actionnariat individuel en France aujourd'hui ?

L'actionnariat individuel représente 10% du capital des sociétés cotées, vs 30% en 1992. Le nombre d'actionnaires est stable à 3 millions d'individus : la part de chacun a été, en moyenne, divisée par 3, et le montant unitaire par bien plus, si on tient compte du fait que le capital des sociétés françaises a, pendant la même période, quasiment doublé. L'actionnariat individuel traverse une crise profonde tant il est secoué par quatre chocs majeurs:

accélération de la récurrence des crises boursières et une très forte hausse de la volatilité des actions ;

alourdissement sans précédent d'une fiscalité du capital qui tend à privilégier la rente plutôt que la prise de risque et l'investissement ;

développement de l'intermédiation au détriment de l'investissement en direct ;

stigmatisation de l'actionnaire qualifié au mieux de rentier ou de profiteur.

La combinaison de ces facteurs a non seulement provoqué la diminution significative du nombre d'actionnaires en France mais a également contribué à accélérer son vieillissement. L'âge moyen de l'actionnaire individuel français approche 60 ans. Pire, alors que le nombre d'actionnaires est revenu peu ou prou à son niveau de 1992, l'influence des épargnants est beaucoup plus faible. En 1992, les particuliers détenaient en direct près de 30 % du capital des sociétés françaises cotées contre à peine 10 % aujourd'hui.

Cette situation est-elle irrémédiable ?

Heureusement non. Il y a une véritable prise de conscience de la part de tous les acteurs qu'il faut de nouveau impliquer beaucoup plus activement les Français dans le financement de notre économie. A commencer par les épargnants eux-mêmes stupéfaits par la chute des rendements de leurs placements traditionnels. Ainsi, la dernière édition

En 1992, les particuliers détenaient en direct près de 30 % du capital des sociétés françaises cotées contre à peine 10 % aujourd'hui.

L'invité de la semaine

Les Français estiment que la part des liquidités dans leur épargne est trop importante

de l'étude BlackRock Investor Pulse France montre que les Français estiment que la part des liquidités dans leur épargne est trop importante. S'ils n'agissent pas, c'est par prudence excessive et ignorance. C'est donc sur ces deux leviers-là qu'il faut agir. Pas seulement sur la fiscalité, qui a été largement abordée lors du colloque de l'ANSA, le 14 juin, et dont Michel Rollier, son président, s'est fait l'écho dans vos colonnes.

Comment faire ?

Il faut insister sur l'éducation, en particulier envers les jeunes. Les particuliers doivent comprendre qu'il ne peut y avoir de rendement sans risque ; que ce risque est nécessaire ; sain même. Pour cela, il faut insister sur le rôle du dividende dans la performance d'un placement. Quant aux jeunes, il faut les amener progressivement à l'investissement. C'est

pour cela que nous proposons la création d'un PEA Jeune qui pourrait être ouvert dès l'âge de 16 ans avec un plafond de 25 000 €.

Vous êtes donc optimiste ?

Raisonnablement. Tous les ingrédients sont là. Nous avons la chance d'avoir un marché vaste et divers, une épargne abondante en mal de placements et de belles entreprises souvent désireuses de diversifier leur actionnariat. De surcroît, l'actualité donne une chance unique à la Place de Paris de regagner des positions qu'elle a perdues souvent sans vraiment combattre. Laissons les épargnants jouer pleinement leur rôle.

Nous proposons la création d'un PEA Jeune qui pourrait être ouvert dès l'âge de 16 ans avec un plafond de 25 000 €.

L'actualité donne une chance unique à la Place de Paris de regagner des positions

BIOGRAPHIE

Aldo Sicurani est Secrétaire Générale de la F2iC, Fédération des Investisseurs Individuels et des Clubs d'investissement créée en 1969.

C'est une association indépendante à but non lucratif, est au service des actionnaires individuels, membres ou non de clubs d'investissement. En plus de 40 ans, ce sont quelque 3 millions de particuliers qui se sont formés à la Bourse avec son aide.

La F2iC est un instrument de liaison et d'information pour les particuliers qui souhaitent se former et s'informer sur la Bourse seuls ou en participant à un club. Elle met à leur disposition un certain nombre de supports pédagogiques permettant de s'initier aux marchés financiers et à la formule du club d'investissement, son fonctionnement juridique, comptable et financier.

La F2iC est et demeure, depuis sa création, une organisation considérée comme représentative par les Autorités de Place et se trouve ainsi associée et consultée sur différentes questions liées au marché et à l'actionnariat individuel. A ce titre, elle fait partie de la Commission Epargnants de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Consciente du formidable réseau d'actionnaires individuels que représente l'ensemble des associations d'épargnants en Europe et dans le monde, la F2iC est membre de Better Finance et de la World Federation of Investors (WFIC) et siège à leur conseil.